



attac

Le Courriel d'information

n°208 – Mardi 06 février 2001.

REPRESSIONS

Dans ce numéro

- 1- Presse et répression
- 2- Répression en Tunisie
- 3- ... et au cœur de l'Europe
- 4- Tous à Montpellier le 08 février
- 5- Faire-part de mariage
- 6- Mon Forum social mondial (suite)
- 7- Brèves d'OMC
- 8- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

En bref...

1- *Presse et répression.* La presse au Québec est curieusement myope et s'intéresse à la longueur des matraques de la police sur le pied de guerre. Un article à lire pour mieux comprendre comment on se prépare déjà à nous faire passer pour une bande de fous dangereux.

2- *Répression en Tunisie.* Elle est à l'œuvre depuis un certain temps déjà. Trop longtemps. L'un des responsables du RAID ATTAC Tunisie vient de se faire agresser.

3- *... et au cœur de l'Europe.* Parmi les conséquences directes du processus de mondialisation libérale on trouve en bonne place les migrations économiques forcées. Les gouvernements préfèrent jouer le « tout-sécuritaire » et les sociétés ne sont pas à l'abri de bouffées délirantes à tendance nationaliste.

4- *Tous à Montpellier le 08 février.* Le procès des OGM va débiter...

5- *Faire-part de mariage.* N'ayez pas peur nous n'ouvrons pas un carnet mondain. Mais nous vous réservons une surprise.

6- *Mon Forum social mondial (suite).* La suite de l'article publié dans notre dernier numéro.

7- *Brèves d'OMC.* Pour introduire ces brèves, nous avons pensé reproduire une petite « blague » de Susan George : **ALERTE SANTE!!** L'OMC est frappée de Qataracte, une maladie grave qui voile les yeux et aveugle le patient quant aux besoins des gens ordinaires et de la société en général. Certains cliniciens pensent, toutefois, que l'OMC est surtout victime de la maladie des bronches bien connue dit le Qatarre. Celle-ci ne peut être guérie qu'en purgeant les poumons et en crachant son infection néolibérale. Quel que soit le diagnostique, il faudrait que Médecins sans Frontières / Médecins du Monde interviennent. En attendant, il faut que le patient soit impérativement isolé. Toute personne entrant en contact avec L'OMC pendant cette période doit être immédiatement avertie des risques de contagion. Merci, SG [Sani-Groupe]

Presse et répression

LE DISCOURS

Cette lettre a pour but de dénoncer le vide entretenu par les médias sur la question des enjeux du Sommet des Amériques. Fait peu étonnant de la part des médias du duo monopolistique Desmarais/Péladeau, plusieurs médias 'alternatifs' se rabassent à faire ce travail abrutissant.

Depuis près de 6 mois, la population est victime d'une campagne d'intimidation spectaculaire basée non pas sur les enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels de la ZLEA (Zone de Libre-Échange des Amériques), mais plutôt sur le 'comment vont se faire matraquer les manifestantEs'. Le tout a commencé par l'entartement de Jean Chrétien à l'Île du Prince Édouard, qui a permis au Soleil de nous dire que la S.Q. serait en nombre suffisant pour protéger



attac

notre Johnné 'peppergate' Crétin national. Depuis, c'est la folie furieuse. Une autre première page indique 'Manque de spécialistes' et nous explique qu'il n'y a pas de pompiers spécialisés dans la région sur la question des gaz toxiques comme le gaz sarin et les gaz orange! Malgré le fait qu'aucun sommet du genre de celui d'avril n'a été victime d'aucun groupe armé, on justifie la crainte d'attaques par des gaz ayant massacré des milliers de personnes lors de la guerre du VietNam par le fait que 'Montréal est une plaque tournante du terrorisme'!?! Le show médiatique continue avec une description détaillée du véhicule de Toronto qui servira de canon à eau et d'autres questions fondamentales pour notre avenir collectif comme : où seront transférés les prisonniers d'Orsainville? Semaine après semaine, la bêtise se perpétue. Je fais mes prédictions, voici les prochains grands enjeux qui animeront le débat public : Quelle sera la longueur des matraques des policiers? Quelles seront les chances de traverser le mur grâce au saut à la perche? Comment les groupuscules terroristes azerbaïdjanais de tendance cubiste devraient réaliser une série d'enlèvements ciblés?

Ce vide intellectuel entretenu par les médias sert principalement les politiciens et les corps de police, ceux-ci ayant une stratégie de désinformation particulièrement efficace. C'est que les responsables du Sommet ont appris de Seattle, Washington, Prague, Nice et cie. Maintenant, il faut à tout prix éviter le débat sur la question du libre-échange et de la mondialisation, car la population, si elle est informée, se mobilisera contre eux. En effet, le principe de 'réduire les entraves au commerce', à la base des accords qui sont négociés, implique une réduction des lois et des programmes sociaux et environnementaux en les nivelant vers ce qui est en vigueur aux États-Unis et dans les pays du Sud. Du côté des policiers l'intérêt est clair. Il faut se servir de l'événement pour se refaire une garde-robe pare-balles et une série de formations payées à grand prix (devinez par qui?).

QUELLE VIOLENCE?

Pour en terminer une fois pour toutes, la violence, c'est d'abord les millions de personnes qui meurent à chaque année de malnutrition dans les pays du Sud à cause des politiques de réduction de la dette imposées par le FMI et la Banque Mondiale, au grand profit de nos banques multinationales. La violence, c'est aussi les malades qui souffrent dans nos couloirs

d'hôpitaux, c'est les enfants d'ici, de plus en plus nombreux, qui vivent dans la pauvreté, c'est notre environnement de plus en plus pollué qui cause des morts, comme à Walkerton.

S'il y a violence au Sommet, il ne faut pas oublier que les agitateurs de la police seront probablement de la partie, pour justifier leur dispositif. On n'a qu'à penser à l'agent de la GRC qui s'était fait prendre à poser des bombes au nom du FLQ, ou aux policiers de Seattle, qui ont poussé les quelques casseurs hyper-médiatisés vers les vitres des magasins pour ensuite justifier la répression sur les militants plus dangereux politiquement, faisant de la désobéissance civile non-violente. Mentionnons par ailleurs qu'un certain nombre de groupes font une erreur importante en axant principalement leur discours public sur la condamnation avant coup de violence potentielle de certains groupes. Ces propos ne font que renforcer la campagne de peur décrite ci-haut en détournant une fois de plus l'attention des médias du débat de fond.

LES IMPACTS DES ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

Alors que les multinationales se fusionnent sans cesse pour créer des quasi-monopoles dans la plupart des grands secteurs de l'économie (pétrole, automobile, métallurgie, information et média, etc.), elles cherchent à augmenter les échanges entre les différentes composantes de l'entreprise, qui se positionnent un peu partout sur la planète à la recherche des conditions de travail et environnementales les plus basses. Comme le disait le PDG de la multinationale ABB dans une citation célèbre : «Je définirais la mondialisation comme la liberté pour mon groupe d'investir où il veut, le temps qu'il veut, pour produire ce qu'il veut, en s'approvisionnant et en vendant où il veut, et en ayant à supporter le moins de contraintes possible en matières de droit du travail et de conventions sociales.» (Percy Barnevik, président d'ABB, 1995).

Depuis la mise en place des accords de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique, que constatons-nous? Des coupures massives dans la santé et l'éducation, une stagnation du salaire moyen et du salaire minimum par rapport à la hausse des prix, une réduction de la lutte à la pauvreté. Il faut concéder qu'il y a eu une hausse des exportations, mais aussi des importations. Ainsi, on se retrouve avec une faible hausse globale de la production et de la richesse, mais une dépendance très accrue face



attac

aux États-Unis qui ruineront notre économie lors de leur prochaine récession.

Alors qu'aucune véritable analyse des conséquences sociales de l'ALENA n'a été faite, nos dirigeants des Amériques, à l'abri des regards du public, des ONG et même de leurs propres parlements, dirigent les négociations de la Zone de Libre-Échange des Amériques. De concert avec ses partenaires du secteur privé officiellement invités, ils rédigent un accord qui viendra changer de fond en comble nos législations et notre constitution. Cet accord viendra subordonner les programmes sociaux, la santé, l'éducation, la culture et l'environnement au privilège des investisseurs qui seront institutionnalisés au niveau supra-national.

Face à ce processus antisocial, il faut opposer une mobilisation importante et ouverte. Dans ce sens, un débat avec le ministre Petitgrew est organisé le 2 février à 12h au pavillon Desjardins de l'Université, un colloque du 16 au 18 février à l'Université et une manifestation contre le périmètre le 17 mars sont prévus. Lors du Sommet, du 16 au 23 avril, une série de conférences et spectacles seront organisés, le tout culminant à la manifestation du 21. Dans ces différentes activités, des alternatives comme l'abolition des paradis fiscaux, la taxe Tobin, l'annulation des dettes du Tiers Monde et le refinancement massif dans nos programmes sociaux, pourront être abordées. Face à un processus de mondialisation qui montre de plus en plus clairement sa nature antisociale, il faut opposer une mobilisation importante et ouverte.

Sébastien Bouchard

Membre de la Coalition de Québec OQP 2001

Pour en savoir plus sur la ZLEA :

<http://attac.org/quebec/zlea/index.htm>

Pour plus d'informations : quebec@attac.org

Répression en Tunisie

Jalel Zoghلامي, membre du RAID ATTAC Tunisie, a été victime d'une agression à la suite de l'annonce de la parution d'un journal électronique "Kaws el Karama" le 3 février dernier, en pleine journée, à Tunis.

Voici le communiqué de Reporters Sans Frontières. (3 février 2001)

Suite à une agression, Jalel Zoghلامي, directeur de Kaws el Karama, entame une grève de la faim

Dans une lettre adressée au Président de la République, Zine el Abidine Ben Ali, Reporters sans frontières (RSF) a protesté contre l'agression, en pleine rue, de Jalel Zoghلامي qui vient de lancer un journal, Kaws el Karama. Robert Ménard, secrétaire général de RSF, a demandé au président "de mettre un terme à ces agressions contre ceux qui tentent de s'exprimer librement en Tunisie". "Visiblement, les autorités tunisiennes ont franchi un pas supplémentaire dans la répression en décidant d'attenter à l'intégrité physique des journalistes" a déclaré le secrétaire général. "Nous soutiendrons Jalel Zoghلامي dans sa grève de la faim, comme nous l'avons fait avec Taoufik Ben Brik, dans la mesure où ses revendications sont tout à fait légitimes". RSF a rappelé que, le 20 juin 1999, suite à la parution d'un article sur la dissidence syndicale, Taoufik Ben Brik avait été violemment frappé par des policiers en civil, en pleine rue. Le ministère français des Affaires étrangères avait protesté dès le lendemain auprès des autorités tunisiennes. Et en mai 2000, un autre journaliste, Riad Ben Fadhel, avait été grièvement blessé par balles suite à la parution d'un article, dans le quotidien français Le Monde, dans lequel il avait mis en cause le Président dans la gestion de l'affaire Ben Brik.

Selon les informations recueillies par RSF, le 3 février 2001, Jalel Zoghلامي directeur du mensuel Kaws el Karama (L'Arc de la Dignité) et frère de Taoufik Ben Brik, a été agressé en pleine rue, à Tunis, vers 17h. Alors qu'il s'appretait à rentrer à son domicile, un homme lui a asséné un coup de barre en fer sur la tête. Cinq hommes, armés de barres en fer et de poignards, ont alors poursuivi Jalel Zoghلامي. Celui-ci a pu se réfugier dans une société de location de voiture où il s'est barricadé dans une pièce jusqu'à ce que des policiers arrivent, une demi-heure plus tard. Après cette agression, le journaliste a annoncé qu'il débutait, le jour même, une grève de la faim illimitée. Il demande aux autorités d'engager des poursuites à l'encontre des agresseurs et de les sanctionner ; d'arrêter toute forme de harcèlement contre lui et sa famille et de lui restituer, ainsi qu'à son fils, son passeport. Il réclame enfin la reconnaissance légale de Kaws el Karama. Jalel Zoghلامي a expliqué qu'il porterait plainte, le 4 février, contre Taoufik Boùn, préfet de police de Tunis et Mohamed Ali Ganzoui, secrétaire d'Etat à la Sûreté.

Le 26 janvier 2001, plusieurs dizaines de policiers en civil s'étaient postés devant le domicile de Taoufik Ben Brik, à 19h30.



attac

Une centaine de personnes était alors réunies chez le journaliste tunisien à l'occasion d'une conférence de presse pour le lancement du journal. Les policiers avaient alors empêché toute personne d'entrer dans la maison de Taoufik Ben Brik et poursuivi certaines autres qui en sortaient. Un militant du mouvement étudiant, Slah Hind, avait été frappé par les policiers. Ces derniers avaient également confisqué aux personnes qui sortaient de chez Taoufik Ben Brik des exemplaires du journal. Le numéro 1 de Kaws el Karama est titré en "Une" : "Ben Ali, treize ans, basta !". Il n'a reçu aucune autorisation légale.

Jalel Zoghلامي avait été arrêté, le 26 avril 2000, devant le domicile de son frère. Il avait été relâché le 15 mai, ce qui avait entraîné l'arrêt de la grève de la faim de Taoufik Ben Brik.

Une campagne de soutien au RAID ATTAC Tunisie va être lancée. Pour plus d'informations raid.rhone@attac.org

... et au cœur de l'Europe

Cela fait bientôt un an que les émeutes racistes à El Ejido en Andalousie ont provoqué une onde de choc dans toute l'Europe. Début avril, le Forum Civique Européen avait envoyé sur place une délégation internationale de juristes, d'experts agricoles et de représentants d'organisations de droits de l'homme à El Ejido, pour enquêter sur les causes profondes des émeutes. Son rapport a été édité en espagnol, français et allemand*.

Malgré l'audience européenne que ces événements ont suscité, les autorités n'ont proposé aucun projet pour améliorer la situation sociale et ainsi apaiser les tensions. C'est pourquoi nous vous demandons d'intervenir dans ce sens auprès du gouvernement espagnol.

Rappelons les faits:

Ce véritable pogrom a eu lieu les 5, 6 et 7 février 2000: chasse à l'étranger, destructions de logements et de locaux et des organisations civiques sont attaquées. La communauté immigrée – des ouvriers étrangers avec ou sans papiers employés dans les 30.000 ha de serres pour la production de légumes hors saison – réagissent par une grève qui paralyse l'économie de la région pendant plusieurs jours. Les entrepreneurs s'empressent de trouver une solution et appellent à des négociations entre eux-mêmes, les administrations centrale et régionale, les syndicats majoritaires, des

représentants des associations d'immigrés et une ONG qui s'occupe de leur accueil.

Le 12 février, un accord est signé. Les points principaux en sont:

- le relogement immédiat des personnes dont les habitations ont été détruites;
- la mise en œuvre d'un programme de construction de logements sociaux pour immigrés et Espagnols dans le besoin;
- la régularisation de tous les sans-papiers de la zone;
- l'indemnisation pour les préjudices subis;
- une enquête approfondie sur les faits.

Un an après les émeutes, les victimes et les ONG locales doivent constater que ces promesses n'ont pas été tenues:

- Selon le rapport 2000 sur l'immigration à Almería, "80% de la population immigrée habite dans des logements dispersés entre les serres en plastique dans des conditions d'insalubrité ou dans des taudis. (...) Un pourcentage important des immigrés régularisés continuent d'habiter dans ces conditions, (...) ils ont abandonné tout espoir d'obtenir un logement décent." Par contre, les expulsions d'immigrés de leur logis précaire continuent sans que soit offerte la moindre alternative. Selon le même rapport: "(...) la politique d'expulsion des logements occupés par des immigrés a beaucoup contribué à aggraver la situation."

- Le processus de régularisation avait pris fin le 31 juillet 2000. Sur environ 20.000 demandes présentées à Almería, 10.000 ont été refusées, malgré les engagements pris par l'administration. En automne, 70 immigrés qui sont là depuis plusieurs années entament une grève de la faim dans une église d'Almería, 3.000 immigrés les soutiennent. Le mouvement s'essoufflera trois semaines plus tard, seuls quelques dizaines d'immigrés auront obtenu la régularisation.

- 635 immigrés avaient porté plainte pour perte d'objets personnels ou d'argent. Ils n'ont pas été indemnisés car l'expertise nécessaire a été estimée irréalisable.

- Environ 700 plaintes de victimes ont été déposées par une avocate de SOS racisme de Grenade. Elles n'ont pas pu aboutir car aucun avocat ni procureur dans la province d'Almería n'était prêt à s'en charger.

- Aucune enquête n'a été menée par les ministères de la Justice ou de l'Intérieur pour



attac

établir les responsabilités lors de ces émeutes et en poursuivre les coupables.

Comme on peut le voir, la situation à El Ejido n'a pas évolué; l'unique mesure prise pour empêcher de nouveaux affrontements a été le renforcement des forces de police, le durcissement de la loi sur l'immigration et la répression systématique des immigrés. Le 17 décembre, le Défenseur du Peuple andalou, José Chamizo, lançait un avertissement: "Je crains que la non-application des Accords à El Ejido ne relance la violence". C'est pourquoi nous vous demandons d'intervenir auprès de M. Aznar, Premier Ministre du Gouvernement espagnol, pour exiger que l'accord conclu entre toutes les parties à la suite des émeutes soit mis en application.

*(120 p.A5, 8 p. photos, 60 FF port compris).

Merci d'envoyer copie de cette lettre à : Forum Civique Européen, F-04300 Limans
Pour plus d'informations : longomai@karatel.fr

(lettre type).

Monsieur José María Aznar
Presidencia del Gobierno
Palacio de la Moncloa
Complejo Moncloa
E-28071 Madrid

Monsieur le Premier Ministre,

Il y a un an, les émeutes racistes d'El Ejido ont soulevé une large indignation en Europe et bien au-delà. La population immigrée a dignement réagi par une grève générale dans les entreprises de fruits et légumes de la région. Le 12 février 2000, un accord était signé par toutes les parties concernées pour réparer les dommages moraux et matériels subis et pour remédier à une situation sociale insoutenable.

Il prévoyait le relogement immédiat des personnes dont les habitations avaient été détruites, l'indemnisation pour les préjudices subis, la régularisation immédiate des sans-papiers de la région et qu'une enquête sur les faits survenus soit diligentée. De plus, votre gouvernement, en coordination avec le gouvernement régional, s'est engagé à mettre en œuvre un important programme de construction de logements sociaux pour immigrés et Espagnols dans le besoin. Le 17 février, le Parlement Européen votait une résolution apportant son plein appui à cet accord.

Un an plus tard, nous devons constater que les points essentiels de cet accord n'ont pas été respectés. Aucune procédure juridique n'a été engagée pour déterminer les responsabilités et punir les auteurs des crimes perpétrés; aucune politique de construction de logements sociaux n'a été mise en œuvre et des milliers d'immigrés n'ont pas été régularisés. Rien n'a changé, excepté le renforcement de la présence policière sur place et le durcissement de la loi sur l'immigration.

Nous sommes conscients qu'à travers toute l'Europe des actes racistes sont commis et qu'est pratiquée une exploitation éhontée d'une main-d'œuvre immigrée dépourvue de droits élémentaires. Cela ne peut être une raison pour que des engagements contractés soient noyés dans un débat d'ordre général. Leur application scrupuleuse pour désamorcer cette situation de conflit devrait servir d'exemple et alimenter positivement le débat sur une politique contre le racisme en Europe. Sur place, la non-application de l'accord pourrait conduire à de nouvelles violences.

Nous demandons et attendons votre intervention pour que l'accord du 12 février 2000 soit respecté.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma considération.

Tous à Montpellier le 08 février

POUR LE PROCES CIRAD c/ J. Bové, R. Riesel.
et D. Soullier

Trois militants paysans, José Bové, René Riesel et Dominique Soullier, comparaîtront en correctionnelle devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier, le 8 février 2001, pour avoir participé, par effraction, dans une serre du CIRAD, à la destruction de plants de riz transgénique destinés à être mis en culture.

Le CIRAD est un organisme public de recherche appliquée pour le développement de l'agriculture dans les pays du Sud. Il sera partie civile au procès et réclame d'importants dommages et intérêts.

Cette action avait eu lieu en juin 1999, avec la participation active d'une cinquantaine de paysans indiens (faisant partie d'une délégation de plus de 300 responsables indiens), venus en Europe pour dénoncer la mondialisation libérale des échanges et la main-mise des multinationales sur les semences, en particulier



attac

par le biais de la technologie des OGM et de sa brevetabilité.

Cette manifestation s'inscrivait dans la mobilisation générale contre l'introduction des plants «OGM» dans l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. Il s'agit aussi de mettre en cause les liens d'organismes de recherche publique à l'égard des firmes privées intéressées directement par les résultats des travaux de recherche.

Des bons de soutien sont en vente au local du comité (chèques à l'ordre de «soutien CIRAD Millau»).

Pour plus d'info : <http://millaumontpellier.free.fr>

LE PROGRAMME de la journée :

Des manifestations sont prévues dès 9h (entrée des inculpés au Tribunal) et durant toute la journée : des troupes de théâtre de rue et des groupes de musique animeront le Peyrou. Stands militants et marché paysan toute la journée. Une scène sera installée sur le Peyrou, des prises de parole des témoins sont prévues. Une grande manifestation partira du Peyrou à 17h (retour au Peyrou). Enfin, la journée se terminera par un meeting avec les inculpés.

LES FORUMS :

OGM et vigne : de 10h30 à 13h Salle Pitot (Rue Pitot) ; Animation : Pascal Frissan ; Intervenant : Guy Kastler (Confédération Paysanne) ; Nicolas Dunts

OGM et Pays du Sud : de 10h30 à 13h Salle Rabelais (Bvd Bonne nouvelle) ; Animation : Christian Troube (Croissance) ; Intervenants : Yannick Jadot (Solagrall) ; Bob Ali Brac De La Perrière (BEDE) ; Thierry Kelsoot (OXFAM) ; Pierre Rhabi

OGM et recherche publique : de 14h30 à 17h Salle Pitot ; Animation : Gilles Gesson (Gardarem Lo Larzac) ; Intervenants : Gilles Eric Seralini (CRII GEN) ; Pierre Guy ; Michèle Lafarges (CGT INRA) ; Serge Sabadie (CFDT CIRAD)

OGM – Droit à l'information, droit à la transparence : de 14h30 à 17h Salle Rabelais ; Animation : Denis Sieffert ou Fabrice Nicolino (Politis) ; Intervenants : Corinne Lepage ; Solange Menigot (CNAFAL) ; Simone Bascoule et Michèle Bonnet-Bernardin (CLCV) ; Stéphane Guenault (Solagrall) ; Frédéric Prat (Inf'OGM)

UNE PROCHAINE MOBILISATION EST PREVUE LES 15 ET 16 FEVRIER POUR LE PROCES EN APPEL DE MILLAU

Faire-part de mariage

Monsieur et Madame Confédération-Paysanne
Avenue de Saragosse
64 000 PAU

Monsieur et Madame Attac 64 %
Le Kiosque, Rue de la république
64 000 PAU

ont le regret de vous annoncer
l'Union Fusionnelle de
L'Agroalimentaire PRIVEE
La Recherche PUBLIQUE

Le mariage sera célébré en grande Pompe
Le Samedi 10 février 2001 à 14 h
Place Royale , PAU

Ils seront honorés de votre présence.

Afin que les époux ne puissent se reproduire, nous les couvrirons du riz transgénique multicolore que vous aurez bien voulu leur offrir

Avec les inculpés de Montpellier ,

Le 08 février 2001 , trois militants paysans, dont deux sont adhérents et responsables à la Confédération Paysanne, comparaitront en correctionnelle devant le Tribunal de Grande Instance de Montpellier, pour avoir participé, par effraction, dans une serre du CIRAD, à la destruction de plants de riz transgéniques destinés à être mis en culture.

Le CIRAD est un organisme public de recherche pour le développement de l'agriculture dans les pays du Sud. Il sera partie civile au procès et réclame d'importants dommages et intérêts. Cette action avait eu lieu en juin 1999, avec la participation active d'une cinquantaine de paysans indiens (faisant partie d'une délégation de plus de 300 responsables indiens), venus en Europe à l'initiative de plusieurs organisations rurales indiennes pour dénoncer la mondialisation libérale des échanges et la mainmise des multinationales sur les semences, en particulier par le biais de la technologie des OGM et de sa brevetabilité. Cette manifestation s'inscrivait dans la mobilisation générale contre l'introduction des plantes "OGM" dans l'agriculture, l'alimentation et l'environnement. Il s'agissait de mettre en cause les liens, voire la dépendance, d'organismes de recherche



attac

publique à l'égard des objectifs des firmes privées directement intéressées par les résultats des travaux de recherche.

les 15 et 16 février 2001. La condamnation prononcée à Millau contre des militants syndicalistes de la Confédération Paysanne et associatifs passera en appel à Montpellier. Ils ont été condamnés le 30 juin 2000, pour avoir symboliquement démonté un Mac Do en construction. Cette action répondait aux mesures de rétorsion américaines visant à imposer l'achat de viande aux hormones.

Ensemble nous appelons à faire face à la répression qui frappe les manifestants, les syndicalistes, les "sans droits" qui veulent se faire entendre.

Ensemble, défendons une économie solidaire, durable, une alimentation de qualité pour tous, les conditions de travail, les droits sociaux, les services publics, la culture, contre la mondialisation libérale

Pour plus d'informations

pau@attac.org

<http://www.local.attac.org/attac64/pau>

Mon Forum social mondial (suite)

« Monsieur Bové, vous manquez de tenue. Qu'alliez-vous faire Parana Avenue ? ... »

Lundi soir donc (29 janvier) nous dînions tranquillement, une trentaine de congressistes et quelques confrères, dans un de ces immenses restaurants à viandes où les gauchos font tournoyer leurs boules au-dessus des têtes de clients vaguement inquiets. Fin de partie, ou presque ; demain matin, cérémonie de clôture, qui devrait trancher la seule question en suspens : l'an prochain à Porto Alegre, ou ailleurs ? On sait le comité d'organisation divisé sur le sujet. Le Forum social mondial doit-il rester ancré dans ce port de la joie, comme le Forum économique s'est fixé depuis dix ans sur la montagne de l'arrogance ? Doit-il au contraire se faire mobile, migrant, volant de ville en ville, de continent à continent ?

D'un côté, ce risque de récupération politique par le Parti des travailleurs déjà évoqué, surtout qu'on sera l'an prochain au Brésil en campagne présidentielle; et ce poids, jugé excessif par beaucoup, de la représentation sud-américaine par rapport au reste du monde, brésilienne par rapport au reste du sous-continent. D'un autre côté, la force du symbole opposant chaque

année aux mêmes dates l'hiver suisse des maîtres du monde à l'été brésilien des gueux de la planète, pièce pour pièce, ville pour ville, montagne contre lagune ; et l'appui d'une administration locale puissante mettant sans barguigner tous les moyens logistiques nécessaires à la tenue d'une manifestation planétaire de cette ampleur : où trouver mieux que dans cette capitale du Rio Grande do Sul, devenue en huit jours capitale de la résistance à la mondialisation libérale ?

Le comité donc, réuni quelque part à huis clos, n'en finit pas de débattre ; pendant que nous dînons au rythme du folklore local, dans l'odeur de la viande grillée et la satisfaction du devoir accompli. Quand tout soudain, comme on dit en Suisse, le feu au lac : ils ont arrêté José ! Tous, dare-dare, à l'hôtel Plaza Sao Rafaelo, QG de la presse internationale et des invités de marque ! Mobilisation générale !

LE « CAMPESINO FRANCES ».

Le hall du Plaza est en effervescence. Il s'est passé là des choses incroyables : de dignes représentants de la presse bourgeoise au coude à coude avec des retraités des guérillas (on y a vu Douglas Bravo, ancien héros des maquis vénézuélien ...) faisant rempart de leur corps pour bloquer la voiture de police (banalisée) dans le parking de l'hôtel, mais si ! La ruée des photographes et des caméramen, laissant tomber leur punch au citron vert pour fixer une fois de plus les moustaches et le sourire rigolard du « campesino francès » levant les bras entre deux argousins ...

L'heure est grave : où emmènent-ils notre José ? (Et accessoirement : qui va payer les consommations ?)

C'est la plainte d'un député de droite qui a entraîné l'arrestation de Bové et une décision d'expulsion sous vingt-quatre heures, rapport à cette manie qu'il a d'aller couper des plants de maïs ou de soja transgéniques partout où il met les pieds : la presse, ici, avait largement rendu compte, photo du bonhomme à l'appui, de cette opération menée trois jours avant contre un centre d'essai Monsanto à deux cents kilomètres de Porto Alegre. Le leader de la Confédération paysanne pouvait-il faire moins que de s'associer à cette manifestation des militants de la Campesina et des Sans-Terre ? Bien sûr que non ! (Précision : la mesure d'expulsion est fédérale, comme la police qui l'a embarqué ; le Rio Grande do Sul n'y est pour rien, ses élus



attac

sont du reste furieux et le font savoir sans réserve ; encore un mauvais coup de Brasilia !). On passe sur les détails : nous voici bientôt, vers les deux heures du mat', faisant le pied de grue à l'angle de l'avenue Parana et de l'avenue ... France (on n'invente rien) où se dresse le siège de la police fédérale. José et ses avocats sont sous bonne garde à l'intérieur. On apprend qu'il doit sortir après signature de son arrêté d'expulsion.

Si les choses traînent un peu, ce n'est pas qu'on le torture (encore que, on l'apprendra plus tard, les flics aimeraient bien lui faire dire qu'il a été payé pour venir au Brésil ! Chez ces gens-là, m'sieur, l'idée de gratuité est obscène !) : c'est qu'on attend, par fax ou courrier électronique, l'envoi d'un formulaire officiel dont l'antenne locale est dépourvue.

Retour à l'hôtel triomphal, conférence de presse improvisée. 4 H : extinction des feux.

SOMOS TODOS BOVE !

On nous aura donc même offert ça — obrigado ! —, en bouquet final, cette petite provoc' politico-policrière, histoire d'ajouter un surplus d'émotion et de solidarité. Avec un nouveau slogan qui s'impose : comme autrefois, à Paris, nous fûmes tous des juifs allemands, ce mardi matin du dernier jour au Brésil « somos todos José Bové » ! Il avait été une des vedettes du Forum, il est le héros de la fête terminale, où dix mille companeros de partout, dans une débauche de drapeaux et de banderoles, lui font une ovation debout.

A part ça, ce fut une belle finale, toute en émotions. Photo de famille, et promesse de se retrouver l'an prochain au même endroit (puisque c'est finalement l'option retenue). Tour à tour, un ou deux représentants des divers pays (pour la France, un ancien ouvrier des chantiers de La Ciotat) furent invités à dire quelques mots. Parmi les plus applaudis, ce groupe de femmes africaines qui avait choisi de chanter, en canon et a capella, la vieille plainte des peuples humiliés ; ou ce représentant du Ghana disant sa certitude d'un progrès de l'Histoire : « J'aurais pu venir au Brésil il y a trois siècles, mais avec les fers aux pieds ... » ; ou encore ces trois garçons — le Jordanien, le Palestinien et l'Israélien — présentant les trois pierres gravées en symbole de leur volonté de vivre en paix sur la même terre ... Dans la salle mêlant ovations et slogans (dont l'inusable « El pueblo, unido, jamas sera vencido ! »), ce sentiment partagé que nous avons ici, selon le

mot d'un des orateurs, « commencé un vrai travail de civilisation ».

Réalité ou illusion lyrique ? Dans l'ambiance très soixante-huitarde de ce meeting de clôture, je pensais au vieux (et beau) slogan de l'époque : « Je prends mes désirs pour la réalité parce que je crois en la réalité de mes désirs. »

PARADOXE.

Car il faut, je crois, à l'heure du premier bilan, souligner encore le paradoxe : autant les quelques moments spectaculaires du FSM (séances plénières, défilé dans les rues de Porto, meetings impromptus dans le hall de la fac...) évoquaient les riches heures déclamatoires de la saga tiers-mondiste d'antan (remarquez qu'on a rien contre ce bain de jouvence !), autant c'est avec une application de bons élèves et un sérieux de notaires que les participants des forums et des quelque quatre cents ateliers thématiques se penchèrent sur d'aussi arides questions que la redistribution des richesses, l'annulation de la dette, les institutions internationales, le commerce équitable, la place des femmes dans le développement et mille autres sujets dont la simple énumération suffirait à remplir cette chronique.

Et là nous n'étions plus-là dans un passé qui réchauffe (et que la plupart des jeunes congressistes n'ont du reste pas connu), mais bien dans un présent qui blesse et révolte et devant un futur qu'il faut s'efforcer de penser. Des débats, des échanges, des partages de savoirs divers et d'expériences multiples, parfois des controverses voire des polémiques, que sortira-t-il d'utile, de fructueux ? La réponse est encore à venir, au rythme du travail de décryptage et de synthèse évidemment indispensable auquel doit maintenant s'attaquer le comité d'organisation. Il s'est engagé à ne pas y manquer. Et là encore, les moulins magiques de l'internet vont tourner à plein régime. Le site du FSM notamment, monté par l'équipe brésilienne du Monde diplomatique en sera le principal vecteur — relayé par plein d'autres, et notamment celui d'Attac.

Tant il est vrai que loin d'être ces passés frileux que d'aucuns cherchent à caricaturer, les artisans de ce nouveau monde à construire ont su s'emparer avec profit des outils de la modernité (on le souligne d'autant plus qu'on découvre, au retour en France, la désolante polémique dont Charlie Hebdo s'est fait l'initiateur ; pépé Val ferait bien de s'en aviser et



attac

de réviser son jugement ...). Du pain sur la planche.

EMBRYON.

Un mot enfin, et sans prétendre avoir épuisé le sujet : il s'est tenu, en marge du FSM, un Forum des parlementaires, à l'initiative de nos hôtes du Rio Grande do Sul. Il réunissait quelque quatre cents élus de vingt-sept pays (pour la France : Krivine (LCR), Lefort, Würtz (PCF), Désir, Galut (PS/GS) Lipietz, Auroi, Bavay (Verts).

Après plusieurs séances de débats, ces honorables parlementaires ont adopté une résolution finale tout à fait intéressante, faisant état de leur volonté d'engagement aux côtés des acteurs du FSM pour avancer dans la définition d'une alternative à la mondialisation libérale, d'en porter les grands thèmes (taxe Tobin, lutte contre les paradis fiscaux, contre les OGM, pour une réforme de l'OMC, etc.) dans leurs Etats respectifs ; et, peut-être le plus important : de maintenir entre eux un contact, un réseau permanent où les plus optimistes voient déjà comme un embryon de parlement mondial. Puissent-ils persévérer dans ces bonnes résolutions. Et faire entendre une autre musique dans les enceintes où ils siègent d'ordinaire, où la hardiesse et l'imagination sont rarement des vertus dominantes ...

Un autre monde est-il possible ? On ne s'illusionne pas sur la capacité de résistance de la société des puissants et des seigneurs. Après ce premier Forum social mondial, on mesure mieux aussi ses failles et ses vulnérabilités. On mesure surtout la montée en puissance d'une contestation constructive qui a pour elle le nombre, l'enthousiasme et la jeunesse : ce n'est pas rien. Il faut maintenant avancer, travailler, convaincre. Commencer d'en finir avec la résignation et la servitude volontaire.

Rendez-vous l'an prochain à Porto Alegre. Bernard Langlois. Article publié en collaboration avec Politis www.politis.fr
A propos du Forum social mondial, consultez la page : <http://attac.org/fra/asso/doc/doc50.htm>

Brèves d'OMC

Des déclarations "hardies" du futur DG de l'OMC

Supachai, le futur DG de l'OMC, a déclaré qu'il "n'est pas très inquiet" concernant la tendance actuelle vers le développement d'accords de libre-échange régionaux; il pense que ces accords et les accords multilatéraux négociés au

sein de l'OMC peuvent coexister sans avoir à se concurrencer.

Par ailleurs, il s'attend à ce que l'influence des USA au sein de l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation) va décroître graduellement; "Je ne pense pas qu'il sera toujours vrai dans l'avenir que l'APEC conserve les USA en Asie"

Toujours selon lui le Japon devrait y assumer un rôle politique plus important tandis que la position de la Chine, "sans attendre le Japon", se renforcera par son entrée à l'OMC.

Passage de témoin difficile pour la nouvelle Secrétaire US à l'agriculture

D. Glickman, le Secrétaire à l'Agriculture sortant, a dit qu'il laisserait la nouvelle administration décider de la manière dont l'OMC devrait considérer les règlements d'urgence effectués en faveur du monde agricole ces trois dernières années. Les USA n'ont pas respecté l'échéance qu'ils s'étaient donnés pour les ranger dans une catégorie. Selon les règles de l'OMC, les pays qui effectuent de tels règlements doivent dire si ceux-ci apportent des modifications aux règles du commerce. La loi de finances de 96, ne les a pas considérés comme des distorsions au commerce, n'ayant rapport ni à la production ni aux prix. Leurs détracteurs, les avocats du libre-échange, estiment cependant le contraire, car ces règlements furent institués en réaction à la chute des prix.

D'autres problème attendent Ann Veneman parmi lesquels la maladie de la vache folle; bien que le gouvernement US estime que la maladie n'a pas traversé l'Atlantique, D. Glickman a dit que "ce n'était pas un sujet où nous pouvons nous reposer sur nos lauriers". Des scientifiques d'Harvard étudient si les mesures préventives adoptées par le gouvernement sont adéquates. L'USDA a d'ores et déjà interdit les importations d'animaux en provenance d'Europe et la FDA, l'alimentation des troupeaux de bovins et ovins avec des protéines animales (farines animales).

Sous Glickman, le Département a réglé un lourd contentieux judiciaire concernant le traitement autrefois réservé aux fermiers de race noire. Il est aujourd'hui poursuivi par des Indiens, des Hispaniques et des femmes qui se plaignent d'avoir subi pareille discrimination.

Quand le Qatar se veut plus "démocratique" que la Suisse



attac

Inspiré sans doute par le spectacle lamentable que donnaient les dirigeants économiques internationaux enfermés dans leur bunker de Davos, le Qatar a déclaré le Lundi 29/01 qu'il autoriserait les manifestations pacifiques pendant la Conférence Ministérielle de l'OMC de Novembre prochaine. Un peu plus tôt, M. Moore avait choisi le Qatar comme siège de la prochaine Conférence, qui aura lieu du 5 au 9 Novembre prochain.

"Nous n'empêcherons personne de pénétrer sur notre territoire pour manifester à conditions que ces manifestations demeurent pacifiques. Nous autoriserons les gens à exprimer librement leurs points de vue" (Déclaration de Youssed Hussein Kamal Ministre des Finances, de l'Economie et du Commerce qatari). Cette déclaration est sans doute aussi destinée à faire contre-poids aux milieux environnementaux, syndicaux et des petits fermiers US, critiques envers l'OMC, et qui ont insisté auprès de leur gouvernement de s'opposer au choix du Qatar pour abriter la réunion de l'OMC sur la base de la limitation des libertés d'expression dans ce pays. Ils accusent l'OMC de vouloir bâillonner les protestations qui avaient marqué Seattle en 99.

Rencontre FMI, BM & OIT

L'Etat Major du Fonds et de la Banque ont rencontré fin octobre dernier une sélection des représentants des syndicats mondiaux. Durant cet échange, un syndicaliste s'est aventuré à leur demander si désormais ils exigeraient des pays emprunteurs le respect des principales normes sociales contenues dans 5 Conventions de l'OIT. La réponse fut que les 2 institutions, c'est bien connu, sont opposées à l'esclavage, la discrimination et (le plus souvent) au travail des enfants. Les deux autres conditions (droit d'association et droit à la négociation collective) semblent davantage poser de problèmes. Car un grand nombre des pays emprunteurs n'appliquent pas ces normes au niveau national et que ce serait, n'est-ce pas, une intrusion de caractère impérialiste pour elles d'intervenir dans la politique de ces pays souverains.

Groupe de travail « Traités internationaux ». omc.marseille@attac.org Où que vous soyez, vous pouvez aider ce groupe thématique, il suffit de le contacter... Merci

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <<http://attac.org/rdv/>>

Mardi : BE : LIEGE – NAMUR – FR : AVIGNON – DOUAI – ALBI – PARIS 15 – TALENCE – NANTES – PARIS 11

Mercredi : BE : LIEGE – FR : VOIRON – CONFLANS STE HONORINE – DOUAI – PARIS 13 – BORDEAUX – PARIS 19 – CHARTRES – PARIS 11 - REIMS

Jeudi : ES : MADRID – FR : PARIS 14 – SCIENCES PO BORDEAUX – MONTPELLIER – MARSEILLE - ROUEN

Vendredi : BE : BRUXELLES – FR : STRASBOURG – AIX EN PROVENCE – FOIX – LE PRADET – CLERMONT FERRAND